

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 127

[2011/200166]

23 DECEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon portant certaines dispositions transitoires relatives à l'annexe II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, notamment l'article 2, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, les articles 55, 234 et l'annexe II, section première;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 juillet 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le le 22 juillet 2010;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 14 juillet 2010;

Vu le protocole de négociation n° 545 du Comité de secteur XVI, établi le 17 septembre 2010;

Vu l'avis 48762/2 du Conseil d'Etat donné, le 25 octobre 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'arrêt n° 205.921 du Conseil d'Etat, donné 28 juin 2010;

Considérant que cet arrêt annule l'annexe II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne en ce qu'elle détermine pour les agents de niveau 1 et de rangs A4, A5 et A6, les métiers auxquels est attribuée une échelle spéciale de traitement;

Considérant que la Région doit prendre de nouvelles dispositions réglementaires qui répondent à la jurisprudence du Conseil d'Etat; que la haute juridiction administrative a clairement décidé que s'il doit être admis qu'une rémunération plus attractive soit réservée aux détenteurs de certains diplômes en cas de difficulté de recrutement, c'est pour autant que cette difficulté soit concrètement établie;

Considérant que l'adoption de ces nouvelles dispositions exige une analyse préalable approfondie de l'ensemble de la problématique, en ce compris l'étude des pratiques dans les autres fonctions publiques et les données concrètes disponibles pour chacun des métiers; que l'arrêt n° 205.921 exige une "remise à plat" de la situation barémique de ceux qui sont tous censés exercer une fonction spécialisée;

Considérant que l'annulation des métiers visés par l'arrêt du Conseil d'Etat du 28 juin 2010, rend impossible le recrutement et l'engagement d'agents disposant des qualifications correspondant à ces métiers; qu'elle rend au surplus impossible en l'état la rémunération des agents exerçant des métiers auxquels était attribuée une échelle spéciale;

Considérant que cette impossibilité perturbera gravement le bon fonctionnement de nombreux services du Service public de Wallonie et organismes d'intérêt public dont le personnel est soumis au Code de la Fonction publique wallonne, en ne leur permettant plus de disposer du personnel nécessaire à l'exercice de leurs missions;

Considérant, dès lors, qu'il convient sans délai de reprendre dans le Code de la Fonction publique les métiers annulés;

Considérant, certes, que le principe de la légitime confiance ne peut prévaloir sur le respect de la légalité telle qu'elle est affirmée, notamment par l'arrêt du Conseil d'Etat revêtu de l'autorité absolue de chose jugée;

Que l'on ne peut, cependant, oublier que les agents bénéficiant aujourd'hui d'une des échelles spéciales litigieuses ont effectué des choix professionnels en tenant compte, notamment de l'échelle de traitement qui leur était offerte et en tenant compte de ce que l'article 327 du Code de la Fonction publique prévoit de manière générale que les agents conservent toujours, à titre transitoire, au minimum le bénéfice de leur échelle de traitements lors d'une modification du statut administratif ou pécuniaire; que la remise en cause de cette échelle pour les agents en fonction est de nature à causer un vif émoi;

Considérant que le risque existe que les membres du personnel contractuel bénéficiaires des échelles spéciales en cause puissent considérer que la modification de leur rémunération constitue un acte équipollent à rupture, ce qui, à la fois risquerait de faire perdre aux administrations concernées des collaborateurs précieux et d'entraîner le paiement d'indemnités compensatoires et, en tout cas que de nombreux recours en justice peuvent être attendus;

Qu'il n'est pas envisageable de traiter de manière différente face à ces questions les statutaires et les contractuels;

Qu'il n'est pas plus imaginable de reprendre, sans plus, les dispositions annulées par le Conseil d'Etat;

Considérant qu'en décidant, en attendant la remise à plat du système, pour tout nouvel engagement ou recrutement d'appliquer pour l'avenir les mêmes échelles de traitement à tous les membres du personnel de niveau 1 et de rangs A4, A5 et A6, d'une part et, à titre transitoire de décider de l'octroi d'échelles spéciales aux seuls membres du personnel qui en bénéficiaient au jour de la notification de l'arrêt, la Région concilie le respect de l'autorité de chose jugée, le principe de sécurité juridique, l'égalité entre travailleurs contractuels et statutaires et le principe de continuité;

Considérant que l'avis de la section de législation énonce que l'arrêté en projet ne doit pas être soumis à la section dès lors qu'il n'a pas de caractère réglementaire au sens de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'annexe II, section première, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, est complétée provisoirement comme suit :

Niveau	Rang	Métier
1	A4 A5 et A6	2. directeur avec échelle de traitement A4, conseiller (pour l'agent bénéficiaire, avant la promotion, de l'échelle de traitements A5S, A5, A6S et A6) Avec échelle de traitements A5 ou A6 suivant le rang : 3. docteur en sciences ou en sciences chimiques 4. informaticien 5. ingénieurs agronomes, option agronomie (sauf eaux et forêts) 6. ingénieurs agronomes, option eaux et forêts 7. ingénieurs civils, option architecture, urbaniste 8. ingénieurs civils, option chimie et industries agricoles, chimie 9. ingénieurs civils, option électricité, mécanique, physique, métallurgie, électromécanique, électronique et télécommunications 10. ingénieurs civils, option mines et géologie 11. ingénieurs civils, option travaux publics et constructions 12. médecin 13. pharmacien 14. vétérinaire

Art. 2. Les agents, les stagiaires et les membres du personnel contractuel qui, au 6 juillet 2010, bénéficient des échelles de traitements A4S, A5S et A6S conservent le bénéfice de celles-ci.

Art. 3. L'article 1^{er} du présent arrêté produit ses effets le 7 juillet 2010.

L'article 2 du présent arrêté produit ses effets le 6 juillet 2010.

Art. 4. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 décembre 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 127

[2011/200166]

23. DEZEMBER 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung von gewissen Übergangsbestimmungen bezüglich der Anlage II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87 § 3;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, insbesondere des Artikels 2 Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, insbesondere der Artikel 55 und 234 sowie der Anlage II, Abschnitt 1;

Aufgrund des am 14. Juli 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 22. Juli 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 14. Juli 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 17. September 2010 aufgestellten Protokolls Nr. 545 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 25. Oktober 2010 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 48762/2 des Staatsrats;

Aufgrund des am 28. Juni 2010 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 205.921;

In der Erwägung, dass dieser Erlass die Anlage II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes aufhebt, insofern er für die Bediensteten der Stufe I und der Dienststränge A4, A5 und A6 jene Berufe festlegt, für die eine Sondergehaltstabelle gewährt werden kann;

In der Erwägung, dass die Region neue Verordnungsbestimmungen erlassen muss, um auf die Rechtsprechung des Staatsrats einzugehen; dass diese hohe Verwaltungsgerichtsbarkeit unzweifelhaft erklärt hat, dass wenn es auch zulässig ist, dass den Inhabern bestimmter Abschlusszeugnisse ein attraktiveres Gehalt gewährt wird, falls Schwierigkeiten bei deren Anwerbung auftreten, dann nur unter der Bedingung, dass diese Schwierigkeiten konkret erwiesen werden;

In der Erwägung, dass die Verabschiedung dieser neuen Bestimmungen voraussetzt, dass vorab eine gründliche Analyse der gesamten Problematik durchgeführt wird, einschließlich einer Studie der gängigen Praxis in den anderen öffentlichen Diensten und verfügbaren konkreten Daten für jeden der Berufe; dass in dem Urteil Nr. 205.921 eine "Rückstellung auf Null" der Gehaltslage all jener Bediensteten, von denen vorausgesetzt wird, dass sie in einem spezifischen Fachbereich tätig sind, gefordert wird;

In der Erwägung, dass die Nichtigerklärung der in dem Urteil des Staatsrats vom 28. Juni 2010 erwähnten Berufe dazu führt, dass es nicht möglich ist, Personalmitglieder anzuwerben und einzustellen, die Qualifikationen besitzen, die diesen Berufen entsprechen; dass es in Anbetracht dieser Sachlage zudem unmöglich ist, den Bediensteten, die Berufe ausüben, die an eine Sondergehaltstabelle gebunden sind, eine Entlohnung zu gewähren;

In der Erwägung, dass diese Tatsache den reibungslosen Arbeitsablauf zahlreicher Dienststellen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie sowie zahlreicher Einrichtungen öffentlichen Interesses, deren Personalmitglieder dem Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes unterliegen, stark behindern wird, insofern sie nicht länger über das Personal verfügen werden, das sie im Rahmen der Ausübung ihrer Aufgaben benötigen;

In der Erwägung, dass die Berufe, die Gegenstand der Nichtigerklärung waren, daher unverzüglich wieder in den Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes aufzunehmen sind;

In der Erwägung, dass dem Grundsatz des rechtmäßigen Vertrauens offensichtlich kein Vorrang über die Beachtung der Gesetzmäßigkeit, die insbesondere durch das rechtskräftige Urteil des Staatsrats verkündet wird, gegeben werden darf;

Dass jedoch nicht außer Acht gelassen werden darf, dass die Bediensteten, die derzeit in den Genuß einer der strittigen Sondergehaltstabellen gelangen, auf beruflicher Ebene Entscheidungen getroffen haben insbesondere unter Berücksichtigung der Gehaltstabelle, die ihnen angeboten wurde, und unter Berücksichtigung der Tatsache, dass Artikel 327 des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes generell besagt, dass die Bediensteten stets im Rahmen einer Übergangsregelung wenigstens den Vorteil ihrer Gehaltstabelle behalten, falls das Verwaltungs- und Besoldungsstatut abgeändert wird; dass ein Infragestellen dieser Gehaltstabelle bei den Bediensteten im Amt eine große Aufregung hervorrufen könnte;

In der Erwägung, dass die Gefahr besteht, dass die Mitglieder des Vertragspersonals, die derzeit in den Genuß der fraglichen Sondergehaltstabellen gelangen, davon ausgehen könnten, dass diese Änderung auf Ebene ihrer Entlohnung einem Vertragsbruch gleichkommt, was sowohl dazu führen würde, dass den betreffenden Verwaltungen wertvolle Mitarbeiter verloren gingen, als auch dazu, dass Ausgleichsvergütungen zu zahlen wären, und dass jedenfalls zahlreiche gerichtliche Verfahren zu erwarten sind;

Dass es undenkbar ist, dass die statutarischen Personalmitglieder und die Vertragspersonalmitglieder in diesen Fragen unterschiedlich behandelt werden;

Dass es ebenso undenkbar ist, die durch den Staatsrat für nichtig erklärten Bestimmungen ohne weitere Änderungen weiter zu führen.

In der Erwägung, dass die Region die Beachtung eines rechtskräftigen Beschlusses, den Grundsatz der Rechtssicherheit, die Gleichbehandlung der statutarischen Personalmitglieder, einerseits, und der Vertragspersonalmitglieder, andererseits, sowie den Grundsatz der Kontinuität miteinander vereinbart, indem sie entschieden hat, in Erwartung der sogenannten Nullrückstellung in Zukunft erstens für jede neue Einstellung oder Anwerbung auf alle Personalmitglieder der Stufe 1 und der Dienstränge A4, A5 und A6 dieselben Gehaltstabellen anzuwenden und zweitens im Rahmen einer Übergangsregelung zu beschließen, nur auf jene Personalmitglieder Sondergehaltstabellen anzuwenden, die am Tag der Notifizierung des Urteils die Anwendung dieser Gehaltstabellen genossen;

In der Erwägung, dass aus dem Gutachten der Abteilung Gesetzgebung hervorgeht, dass der Projektentwurf dieser Abteilung nicht unterbreitet werden muss, insofern er keinen Verordnungscharakter im Sinne von Artikel 3 § 1 Absatz 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat besitzt;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Anlage II, Abschnitt 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes wird vorläufig wie folgt ergänzt:

Stufe	Rang	Beruf
1	A4 A5 und A6	2. Direktor in der Gehaltsstufe A4 (für den Bediensteten, der vor der Beförderung in der Gehaltsstufe A5S A5, A6S und A6 war) Mit der Gehaltsstufe A5 oder A6 je nach Rang: 3. Doktor der Wissenschaften oder Doktor der Chemie 4. Informatiker 5. Agraringenieur, Fachrichtung Agronomie (außer Gewässer- und Forstverwaltung) 6. Agraringenieur, Fachrichtung Gewässer und Forstverwaltung 7. Zivilingenieur, Fachrichtung Architektur, Städteplaner 8. Zivilingenieur, Fachrichtung Chemie und Agrarindustrie, Chemie 9. Zivilingenieur, Fachrichtung Elektrizität, Mechanik, Physik, Metallurgie, Elektromechanik, Elektronik und Telekommunikation 10. Zivilingenieur, Fachrichtung Bergbau und Geologie 11. Zivilingenieur, Fachrichtung Öffentliche Arbeiten und Bauten 12. Arzt 13. Pharmazeut 14. Tierarzt

Art. 2 - Den Bediensteten, Bediensteten auf Probe und den Mitgliedern des Vertragspersonals, denen am 6. Juli 2010 der Vorteil der besonderen Gehaltstabellen A4S, A5S und A6S gewährt wurde, bleibt dieser Vorteil erhalten.

Art. 3 - Artikel 1 des vorliegenden Erlasses wird am 7. Juli 2010 wirksam.

Artikel 2 des vorliegenden Erlasses wird am 6. Juli 2010 wirksam.

Art. 4 - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Dezember 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 127

[2011/200166]

23 DECEMBER 2010. — Besluit van de Waalse Regering houdende sommige overgangsbepalingen betreffende bijlage II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 houdende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, inzonderheid op artikel 2, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, inzonderheid op de artikelen 55, 234 en bijlage II, eerste afdeling;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 juli 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 juli 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 14 juli 2010;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 545 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 17 september 2010;

Gelet op advies nr. 48762/2 van de Raad van State, gegeven op 25 oktober 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het arrest nr. 205.921 van de Raad van State, gegeven op 28 juni 2010;

Overwegende dat dit arrest bijlage II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode vernietigt in zoverre ze betrekking heeft op de vaststelling voor de personeelsleden van niveau 1 en van rang A4, A5 en A6 van de beroepen met een bijzondere weddeschaal;

Overwegende dat het Gewest nieuwe regelgevende bepalingen moet nemen die overeenkomen met de jurisprudentie van de Raad van State; dat het Hoog Administratief Rechtscollege duidelijk heeft beslist dat in geval van wervingsprobleem, een aantrekkelijker loon moet worden voorzien voor de houders van verschillende diploma's, voor zover dit probleem feitelijk wordt gevestigd;

Overwegende dat de aanneming van deze nieuwe bepalingen een voorafgaande grondige analyse vereist van de hele problematiek, met inbegrip van de studie van de praktijken in de andere overheidsfuncties en de feitelijke gegevens die beschikbaar zijn voor elk beroep; dat het arrest nr. 205.921 de herbesteding vereist van het barema van al degenen die worden geacht een gespecialiseerde betrekking uit te voeren;

Overwegende dat de vernietiging van de beroepen bedoeld bij de Raad van State van 28 juni 2010, de werving en de indienstneming onmogelijk maakt van personeelsleden die beschikken over kwalificaties die overeenstemmen met deze beroepen; dat ze bovendien in die omstandigheden de bezoldiging onmogelijk maakt van de personeelsleden die beroepen uitoefenen waarvoor een bijzondere weddeschaal was toegekend;

Overwegende dat deze onmogelijkheid de goede werking ernstig zal verstoren van veel diensten van de Waalse Overheidsdienst en instellingen van openbaar nut waarvan het personeel aan de Waalse Ambtenarencode onderworpen is, waardoor zij niet meer over het nodige personeel kunnen beschikken voor de uitoefening van hun opdrachten;

Overwegende dat de vernietigde beroepen dus onverwijld in de Waalse Ambtenarencode moeten worden opgenomen;

Overwegende dat het vertrouwensbeginsel niet kan primeren op de naleving van de wettelijkheid zoals zij wordt gesteld, inzonderheid bij het arrest van de Raad van State bekleed met het absoluut gezag van gewijsde;

Overwegende dat er echter niet uit het oog mag worden verloren dat de personeelsleden die nu een van de betwiste bijzondere weddeschalen genieten, beroepskeuzen hebben gemaakt rekening houdend in het bijzonder met de weddeschaal die hen werd geboden en rekening houdend met artikel 327 van de Ambtenarencode waarbij op algemene wijze wordt bepaald dat de personeelsleden altijd minstens voorlopig het voordeel behouden van hun weddeschaal bij wijziging van het administratief en geldelijk statuut; dat het in vraag stellen van deze weddeschaal voor de personeelsleden voor veel opschudding kan zorgen;

Overwegende dat het risico bestaat dat de contractuele personeelsleden die begunstigde zijn van de betrokken bijzondere weddeschalen, de bezoldigingswijziging kunnen vergelijken met een handeling die gelijkstaat met verbreking van de overeenkomst, wat zou kunnen lijden tot een vertrek van waardevolle medewerkers uit de betrokken besturen en tot de betaling van compenserende vergoedingen en, in ieder geval, tot talrijke rechtelijke procedures;

Overwegende dat het niet mogelijk is de statutaire en contractuele personeelsleden op een verschillende wijze te behandelen ten opzichte van deze vragen;

Overwegende dat het ook niet voorstelbaar is, de door de Raad van State vernietigde bepalingen gewoon weer op te nemen;

Overwegende dat het Gewest de naleving van het gezag van gewijsde, het rechtszekerheidsbeginsel, de gelijkheid tussen statutaire en contractuele werknemers en het beginsel van continuïteit verenigt, waarbij het in afwachting van de herbestudering van het systeem voor elke nieuwe indienstneming of aanwerving, enerzijds, beslist voor de toekomst dezelfde loonschalen toe te passen voor alle personeelsleden van niveau 1 en rang A4, A5 en A6, en, bij overgangmaatregel, bijzondere schalen enkel toe te kennen aan de personeelsleden die op de dag van kennisgeving van het arrest daarvoor in aanmerking kwamen;

Overwegende dat het advies van de afdeling wetgeving vermeldt dat het ontwerp-besluit niet aan de afdeling moet worden onderworpen nu het geen reglementaire aard heeft in de zin van artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Bijlage II, eerste deel, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, wordt voorlopig aangevuld als volgt :

Niveau	Rang	Beroep
1	A4 A5 en A6	2. directeur met loonschaal A4, adviseur (voor het personeelslid met, vóór de bevordering, een loonschaal A5S, A5, A6S en A6) Met loonschaal A5 en A6 volgens de rang : 3. doctor in de wetenschappen of in chemische wetenschappen 4. informaticus 5. landbouwkundig ingenieur, optie landbouwkunde (behalve water en bossen) 6. landbouwkundig ingenieur, optie water en bossen 7. burgerlijke ingenieurs, optie architectuur, stedenbouwkundige 8. burgerlijke ingenieurs, optie chemie en landbouwindustrieën, chemie 9. burgerlijke ingenieurs, optie elektriciteit, mechanica, fysica, metallurgie, elektro-mechanica, elektronica en telecommunicatie 10. burgerlijke ingenieurs, optie mijnen en geologie 11. burgerlijke ingenieurs, optie openbare werken en bouwwerken 12. arts 13. apotheker 14. dierenarts

Art. 2. De ambtenaren, stagiairs en contractuele personeelsleden die, op 6 juli 2010, de loonschalen A4S, A5S en A6S genieten, behouden het voordeel ervan.

Art. 3. Artikel 1 van dit besluit heeft uitwerking op 7 juli 2010.

Artikel 2 van dit besluit heeft uitwerking op 6 juli 2010.

Art. 4. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 december 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2010/00720]

Personnel. — Nominations

Par arrêté royal du 26 avril 2010, Mme Sophie Coucke est nommée en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur, services centraux, cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} décembre 2009.

Par arrêté royal du 10 septembre 2010, M. Tom Peel est nommé en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur, services centraux, cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} avril 2010.

Par arrêté royal du 19 octobre 2010, M. Pieter Wynant et M. Christiaan Roets sont nommés en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur, services centraux, cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} mars 2010.

Bruxelles, le 14 décembre 2010.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2010/00720]

Personeel. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 26 april 2010 wordt Mevr. Sophie Coucke benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, centrale diensten, Nederlands taalkader met ingang van 1 december 2009.

Bij koninklijk besluit van 10 september 2010 wordt de heer Tom Peel benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, centrale diensten, Nederlands taalkader met ingang van 1 april 2010.

Bij koninklijk besluit van 19 oktober 2010 worden de heer Pieter Wynant en de heer Christiaan Roets benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, centrale diensten, Nederlands taalkader met ingang van 1 maart 2010.

Brussel, 14 december 2010.